

Rapport financier 2011 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*



Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

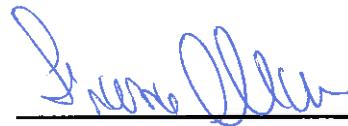
Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mme France Cinq-Mars, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.
(Nom de l'organisme)

Date

2012-05-02

Signature



Dernière modification : 2012-05-07 09:37:45

Réservé au ministère

443 391 509	42 573 482	143 440 088	1,7931
-------------	------------	-------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la **Ville de Trois-Rivières** et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au **31 décembre 2011**, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Trois-Rivières** et des organismes qui sont sous son contrôle au **31 décembre 2011**, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Autres points

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les présents états financiers consolidés n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra se référer aux deux tables des matières où celles-ci sont identifiées.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons également l'attention des lecteurs sur le fait que les informations extraites du budget consolidé et présentées dans les présents états financiers consolidés n'ont pas été audités. De plus, certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public sont incluses dans les états financiers consolidés. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) consolidé de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme consolidé.

NOM DU CABINET: *Dessureault Leblanc Lefebvre CA*
(Signature)

SIGNATURE DE L'ASSOCIÉ: *Claude Lacombe CA*

NOM DE L'ASSOCIÉ: Claude Lacombe, CA Auditeur

TROIS-RIVIÈRES (QUÉBEC)

DATE 2012-05-02

Dernière modification : 2012-05-07 09:37:45

Réserve au ministère

443 391 509	42 573 482	143 440 088	1,7931
-------------	------------	-------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la **Ville de Trois-Rivières** et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au **31 décembre 2011**, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Trois-Rivières** et des organismes qui sont sous son contrôle au **31 décembre 2011**, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Autres points

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les présents états financiers consolidés n'ont pas été autidées. Le lecteur pourra se référer aux deux tables des matières où celles-ci sont identifiées.

J'attire également l'attention des lecteurs sur le fait que les informations extraites du

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

budget consolidé et présentées dans les présents états financiers consolidés n'ont pas été audités. De plus, certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public sont incluses dans les états financiers consolidés. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) consolidé de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme consolidé.

SIGNATURE DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE:

NOM DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE : Andrée Cossette, CA Auditeure

TROIS-RIVIÈRES (QUÉBEC)

DATE 2012-05-02

Dernière modification : 2012-05-07 09:37:45

Réserve au ministère

443 391 509	42 573 482	143 440 088	1,7931
-------------	------------	-------------	--------

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalisations 2010	Budget 2011	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Réalisations 2011	Organismes contrôlés	Total consolidé¹				
	Administration municipale	Administration municipale			Administration municipale						
Revenus											
Fonctionnement											
Taxes	1	153 683 960	159 134 378	162 327 870			162 140 649				
Paiements tenant lieu de taxes	2	14 383 916	14 128 276	14 515 814			14 343 149				
Quotes-parts	3				9 307 330						
Transferts	4	15 019 983	13 880 122	16 165 890		3 386 302	18 998 558				
Services rendus	5	11 934 566	12 163 950	12 088 375		27 423 543	25 752 900				
Imposition de droits	6	5 688 357	4 648 300	6 723 008			6 723 008				
Amendes et pénalités	7	6 048 977	5 701 000	6 161 769			6 161 769				
Intérêts	8	2 229 816	1 656 400	2 744 140		45 793	2 789 933				
Autres revenus	9	2 127 337	1 297 574	892 770		2 973 704	3 866 474				
	10	211 116 912	212 610 000	221 619 636		43 136 672	240 776 440				
Investissement											
Taxes	11	1 156 477		681 432			681 432				
Quotes-parts	12										
Transferts	13	5 423 323	30 711 000	22 479 835		4 318 335	26 798 170				
Autres revenus											
Contributions des promoteurs	14	8 779 016	5 400 000	2 704 393			2 704 393				
Autres	15	129 521	1 252 500	254 111			254 111				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16				247 463		247 463				
	17	15 488 337	37 363 500	26 119 771		4 565 798	30 685 569				
	18	226 605 249	249 973 500	247 739 407		47 702 470	271 462 009				
Charges											
Administration générale	19	21 357 739	22 658 160	22 771 877	1 184 086		23 955 963				
Sécurité publique	20	32 412 529	35 106 490	32 826 663	1 366 382		34 193 045				
Transport	21	32 075 876	35 742 887	34 307 523	9 402 358	13 673 073	52 778 620				
Hygiène du milieu	22	27 032 440	29 091 983	29 145 534	11 127 570	11 968 638	46 837 588				
Santé et bien-être	23	1 695 807	1 636 258	2 023 495			2 023 495				
Aménagement, urbanisme et développement	24	13 344 825	11 838 742	12 272 166	633 148	5 721 963	13 945 605				
Loisirs et culture	25	31 575 344	35 162 938	33 914 256	3 134 269	10 216 218	37 975 035				
Réseau d'électricité	26										
Frais de financement	27	13 645 910	15 553 037	15 099 779		2 079 397	17 179 176				
Amortissement des immobilisations	28	26 119 142	25 442 204	26 847 813	(26 847 813)						
	29	199 259 612	212 232 699	209 209 106		43 659 289	228 888 527				
Excédent (déficit) de l'exercice	30	27 345 637	37 740 801	38 530 301		4 043 181	42 573 482				

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalisations 2010	Budget 2011	Réalisations 2011		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés
Excédent (déficit) de l'exercice	1 27 345 637	37 740 801	38 530 301	4 043 181	42 573 482
Moins: revenus d'investissement	2 (15 488 337) (37 363 500) (26 119 771) (4 565 798) (30 685 569)				
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3 11 857 300	377 301	12 410 530	(522 617)	11 887 913
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Amortissement	4 26 119 142	25 442 204	26 847 813	4 217 439	31 065 252
Produit de cession	5 1 360 764	490 000	512 804	74 703	587 507
(Gain) perte sur cession	6 (361 525)	(490 000)	(272 328)	(56 031)	(328 359)
Réduction de valeur	7		12 461	68 176	80 637
	8 27 118 381	25 442 204	27 100 750	4 304 287	31 405 037
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9 1 692 068		4 364		4 364
Réduction de valeur	10		(12 461)		(12 461)
	11 1 692 068		(8 097)		(8 097)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Remboursement ou produit de cession	12			267 931	267 931
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		353 529	353 529	
	15		621 460	621 460	
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16 572 032	2 638 000	1 277 456	21 932	1 299 388
Remboursement de la dette à long terme	17 (25 467 456) (26 123 589) (26 421 780) (3 498 063) (29 919 843)				
	18 (24 895 424)	(23 485 589)	(25 144 324)	(3 476 131)	(28 620 455)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (3 190 992) (1 080 000) (605 427) (981 702) (1 587 129)				
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20 78 185		378 461	13 186	391 647
Excédent de fonctionnement affecté	21 166 020	(364 926)	576 017	264 986	841 003
Réserves financières et fonds réservés	22 (592 136)		(285 167)	10 053	(275 114)
Montant à pourvoir dans le futur	23 (968 792)	(888 990)	(929 566)	(10 267)	(939 833)
Financement des investissements en cours	24 3 189				
	25 (4 504 526)	(2 333 916)	(865 682)	(703 744)	(1 569 426)
	26 (589 501)	(377 301)	1 082 647	745 872	1 828 519
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27 11 267 799		13 493 177	223 255	13 716 432

[∞] 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalisations 2010 Administration municipale	Budget 2011 Administration municipale	Réalisations 2011		Total consolidé ¹	
			Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus d'investissement	1	15 488 337	37 363 500	26 119 771	4 565 798	30 685 569
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (dédire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(2 672 401)	(1 930 414)	(893 082)	(893 082)	
Sécurité publique	3	(3 097 989)	(5 811 087)	(2 581 577)	(2 581 577)	
Transport	4	(20 413 292)	(36 661 049)	(11 856 297)	(5 670 301)	(17 526 598)
Hygiène du milieu	5	(42 465 110)	(54 716 590)	(15 839 784)	(2 373 202)	(18 212 986)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 971 389)	(5 971 700)	(1 162 490)	(246 172)	(1 408 662)
Loisirs et culture	8	(14 342 574)	(39 525 160)	(11 429 786)	(37 875)	(11 467 661)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(85 962 755)	(144 616 000)	(43 763 016)	(8 327 550)	(52 090 566)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(2 302 108)	()	(4 119 123)	(4 119 123)	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	(740 496)	(740 496)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	50 630 462	94 078 500	32 533 600	4 066 788	36 600 388
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	3 190 992	1 080 000	605 427	981 702	1 587 129
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	12 320 713	7 730 000	660 000		660 000
Excédent de fonctionnement affecté	16		4 364 000	500 000	148 343	648 343
Réserves financières et fonds réservés	17	6 797 405		2 795 959	(29 107)	2 766 852
	18	22 309 110	13 174 000	4 561 386	1 100 938	5 662 324
	19	(15 325 291)	(37 363 500)	(10 787 153)	(3 900 320)	(14 687 473)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	163 046		15 332 618	665 478	15 998 096

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalisations 2010 Administration municipale	Budget 2011 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2011 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	27 345 637	37 740 801	38 530 301	4 043 181	42 573 482
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(85 962 755)	(144 616 000)	(43 763 016)	(8 327 550)	(52 090 566)
Produit de cession	3	1 360 764	490 000	512 804	74 703	587 507
Amortissement	4	26 119 142	25 442 204	26 847 813	4 217 439	31 065 252
(Gain) perte sur cession	5	(361 525)	(490 000)	(272 328)	(56 031)	(328 359)
Réduction de valeur	6			12 461	68 176	80 637
	7	(58 844 374)	(119 173 796)	(16 662 266)	(4 023 263)	(20 685 529)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(610 040)		(4 127 293)	138 685	(3 988 608)
Variation des stocks de fournitures	9	(443 101)		(93 084)	18 312	(74 772)
Variation des autres actifs non financiers	10	153 380		99 494	3 228	102 722
	11	(899 761)		(4 120 883)	160 225	(3 960 658)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(32 398 498)	(81 432 995)	17 747 152	180 143	17 927 295
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(265 775 892)		(296 760 854)	(48 249 689)	(345 010 543)
Redressement aux exercices antérieurs	14	1 413 536		149 748		149 748
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(264 362 356)		(296 611 106)	(48 249 689)	(344 860 795)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(296 760 854)		(278 863 954)	(48 069 546)	(326 933 500)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2010	2011		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	1	21 618 649	25 426 924	4 887 647
Placements temporaires	2	5 170 139	10 572 857	65 000
Débiteurs (note 5)	3	61 459 267	81 199 995	14 689 891
Prêts (note 6)	4	531 738	531 738	1 000
Placements à long terme (note 7)	5	233 333	233 333	1 415 252
Participations dans des entreprises municipales	6			47 450
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7			47 450
Autres actifs financiers (note 9)	8	1 283 276	866 926	138 685
	9	90 296 402	118 831 773	21 244 925
				138 868 225
PASSIFS				
Découvert bancaire	10			172 602
Emprunts temporaires	11	29 987 500	14 982 000	125 000
Crééditeurs et charges à payer (note 10)	12	43 897 906	46 215 964	9 954 076
Revenus reportés (note 11)	13	2 189 628	2 356 075	2 132 154
Dette à long terme (note 12)	14	300 118 222	323 337 688	56 930 639
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	10 864 000	10 804 000	380 268 327
	16	387 057 256	397 695 727	69 314 471
				465 801 725
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(296 760 854)	(278 863 954)	(48 069 546)
				(326 933 500)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 13)	18	670 185 568	686 846 822	70 409 738
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	3 817 316	7 944 609	7 944 609
Stocks de fournitures	20	2 985 792	3 078 876	528 797
Autres actifs non financiers (note 15)	21	1 255 827	1 156 333	359 834
	22	678 244 503	699 026 640	71 298 369
				770 325 009
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	11 983 921	19 765 924	1 678 465
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	12 334 284	13 666 834	1 393 615
Montant à pourvoir dans le futur	25	(8 418 530)	(7 488 964)	(82 147)
Financement des investissements en cours	26	(31 051 924)	(15 965 951)	(2 107 729)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	396 635 898	410 184 843	22 346 619
	28	381 483 649	420 162 686	23 228 823
				443 391 509

1

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalisations 2010		Réalisations 2011		Total consolidé¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	27 345 637	38 530 301	4 043 181	42 573 482
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	26 119 142	26 847 813	4 217 439	31 065 252
Autres					
- Gain (perte) sur disposition	3	(361 525)	(272 328)	297 498	25 170
- Redressement et autres ajust.	4	1 413 536	162 209	68 172	230 381
	5	54 516 790	65 267 995	8 626 290	73 894 285
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(5 775 595)	(19 740 728)	(846 669)	(21 795 870)
Autres actifs financiers	7	(1 283 276)	416 350		416 350
Créditeurs et charges à payer	8	2 383 925	2 318 058	641 424	4 117 955
Revenus reportés	9	(560 656)	166 447	(734 897)	(518 450)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(699 000)	(60 000)		(60 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(610 040)	(4 127 293)		(4 127 293)
Stocks de fournitures	12	(443 101)	(93 084)	18 312	(74 772)
Autres actifs non financiers	13	153 380	99 494	3 228	102 722
	14	47 682 427	44 247 239	7 707 688	51 954 927
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(85 962 755)	(43 763 016)	(8 327 550)	52 090 566
Produit de cession	16	1 360 764	512 804	74 703	587 507
	17	(84 601 991)	(43 250 212)	(8 252 847)	(51 503 059)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19			740 496	740 496
Variation nette des placements temporaires	20			267 931	267 931
Variation nette des autres placements à long terme	21			(35 000)	(35 000)
	22			(507 565)	(507 565)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	57 218 800	52 544 200	7 406 390	59 950 590
Remboursement de la dette à long terme	24	(28 077 609)	(29 290 534)	(5 303 346)	(34 593 880)
Variation nette des emprunts temporaires	25	27 036 500	(15 005 500)	(20 000)	(15 025 500)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(32 545)	(34 200)	61 454	27 254
Autres					
-	27				
-	28				
	29	56 145 146	8 213 966	2 144 498	10 358 464
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
et des équivalents de trésorerie	30	19 225 582	9 210 993	1 091 774	10 302 767
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	7 563 206	26 788 788	3 653 271	30 442 059
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	32	26 788 788	35 999 781	4 745 045	40 744 826

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalisations 2010	Budget 2011	Administration municipale	Réalisations 2011	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale		Organismes contrôlés	
Rémunération	1	60 223 143	63 904 802	61 443 156	12 390 179	73 833 335
Charges sociales	2	14 043 731	15 944 177	14 485 085	2 646 466	17 131 551
Biens et services	3	66 443 859	73 174 106	71 775 430	19 795 941	75 674 228
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	12 164 638	13 669 037	13 332 373		13 332 373
D'autres organismes municipaux	5				2 066 071	2 066 071
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 481 272	1 884 000	1 767 406	13 326	1 780 732
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	6 669 896	7 538 944	6 780 657		
Autres	10				245 029	245 029
Autres organismes	11	6 582 611	7 378 004	7 780 001	392 497	6 892 498
Amortissement des immobilisations	12	26 119 142	25 442 204	26 847 813	4 217 439	31 065 252
Autres						
-	13	3 839 252	3 297 425	4 997 185	1 892 341	6 867 458
-	14	1 692 068				
-	15					
	16	199 259 612	212 232 699	209 209 106	43 659 289	228 888 527

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011	Réalisations	
		2011	2010
Revenus			
Taxes	1	159 134 378	154 662 140
Paiements tenant lieu de taxes	2	14 128 276	14 343 149
Quotes-parts	3		
Transferts	4	44 591 122	24 658 984
Services rendus	5	12 163 950	26 324 147
Imposition de droits	6	4 648 300	5 688 357
Amendes et pénalités	7	5 701 000	6 048 977
Intérêts	8	1 656 400	2 415 323
Autres revenus	9	7 950 074	13 935 213
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10	247 463	117 210
	11	249 973 500	248 071 535
Charges			
Administration générale	12	23 823 862	22 529 110
Sécurité publique	13	36 134 460	33 553 390
Transport	14	44 764 607	49 540 254
Hygiène du milieu	15	39 844 086	44 386 082
Santé et bien-être	16	1 636 258	1 670 807
Aménagement, urbanisme et développement	17	12 434 275	14 553 691
Loisirs et culture	18	38 042 114	37 383 924
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	15 553 037	15 718 087
	21	212 232 699	219 335 345
Excédent (déficit) de l'exercice	22	37 740 801	28 736 190
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	400 669 291	370 185 302
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	148 736	1 747 799
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	400 818 027	371 933 101
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	443 391 509	400 669 291

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Budget 2011	Réalisations	
	2011	2010	
Excédent (déficit) de l'exercice	1 37 740 801	42 573 482	28 736 190
Variation des immobilisations			
Acquisition	2 ()	52 090 566)	(96 709 936)
Produit de cession	3	587 507	1 832 776
Amortissement	4	31 065 252	30 062 708
(Gain) perte sur cession	5	(328 359)	(74 584)
Réduction de valeur	6	80 637	
	7	(20 685 529)	(64 889 036)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(3 988 608)	(610 040)
Variation des stocks de fournitures	9	(74 772)	(462 872)
Variation des autres actifs non financiers	10	102 722	104 310
	11	(3 960 658)	(968 602)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12 37 740 801	17 927 295	(37 121 448)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(345 010 543)	(309 621 893)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14	149 748	1 732 798
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(344 860 795)	(307 889 095)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(326 933 500)	(345 010 543)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	30 314 571	25 241 920
Placements temporaires	2	10 637 857	5 200 139
Débiteurs (note 5)	3	94 681 413	72 590 030
Prêts (note 6)	4	532 738	532 738
Placements à long terme (note 7)	5	1 648 585	1 509 081
Participations dans des entreprises municipales	6	47 450	67 918
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	1 005 611	1 283 276
	9	138 868 225	106 425 102
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	172 602	
Emprunts temporaires	11	15 107 000	30 132 500
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	55 011 567	50 754 099
Revenus reportés (note 11)	13	4 438 229	4 800 679
Dette à long terme (note 12)	14	380 268 327	354 884 367
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	10 804 000	10 864 000
	16	465 801 725	451 435 645
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(326 933 500)	(345 010 543)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	757 256 560	736 710 728
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	7 944 609	3 817 316
Stocks de fournitures	20	3 607 673	3 532 901
Autres actifs non financiers (note 15)	21	1 516 167	1 618 889
	22	770 325 009	745 679 834
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	443 391 509	400 669 291

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	42 573 482	28 736 190
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	31 065 252	30 062 708
Autres			
- (gain) perte sur disposition	3	25 170	51 805
- Redressement et autres ajust.	4	230 381	1 732 799
	5	73 894 285	60 583 502
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(21 795 870)	(6 097 107)
Autres actifs financiers	7	416 350	(1 283 276)
Créditeurs et charges à payer	8	4 117 955	2 367 485
Revenus reportés	9	(518 450)	275 268
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(60 000)	(699 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(4 127 293)	(610 040)
Stocks de fournitures	12	(74 772)	(462 872)
Autres actifs non financiers	13	102 722	104 310
	14	51 954 927	54 178 270
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(52 090 566)	(96 709 936)
Produit de cession	16	587 507	1 832 776
	17	(51 503 059)	(94 877 160)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Emission ou acquisition	18	(740 496)	(142 536)
Remboursement ou cession	19	267 931	108 255
Variation nette des placements temporaires	20	(35 000)	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(507 565)	(34 281)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	59 950 590	70 843 341
Remboursement de la dette à long terme	24	(34 593 880)	(36 422 525)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(15 025 500)	25 138 823
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	27 254	(25 266)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	10 358 464	59 534 373
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
équivalents de trésorerie	30	10 302 767	18 801 202
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	30 442 059	11 640 857
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	40 744 826	30 442 059

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

1. Statut de l'organisme municipal

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES, personne morale de droit public légalement constituée suivant la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) en vertu du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001 et qui fut publié aux pages 4850 et suivantes de la Partie 2 de l'édition du 12 juillet 2001 de la Gazette officielle du Québec (133e année, no 28A), ayant son siège au 1325 de la place de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec), G9A 5H3; succède aux droits, charges et obligations des anciennes Villes de Cap-de-la-Madeleine, Sainte-Marthe-du-Cap, Saint-Louis-de-France, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest et de l'ancienne Municipalité de Pointe-du-Lac en vertu du premier alinéa de l'article 91 de ce décret.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville de Trois-Rivières comprend les organismes suivants :

- Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie;
- Société de transport de Trois-Rivières;
- Corporation de développement culturel de Trois-Rivières;
- Comité organisateur des fêtes du 375ième anniversaire de Trois-Rivières inc.;
- Corporation pour le développement de l'île St-Quentin;
- Innovation et développement économique Trois-Rivières;
- Fondation Trois-Rivières pour un développement durable;
- Corporation de l'amphithéâtre de Trois-Rivières inc.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers de la Ville ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public et comprennent l'ensemble des conventions comptables listées dans cette note.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement succesif (FIFO).

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile respective. La vie utile des immobilisations varie de un à quarante ans. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Sans objet.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre selon la méthode suivante : valeur liée au marché (valeur lissée sur 3 ans pour le Régime de retraite de la Société de transport de Trois-Rivières et valeur lissée sur 5 ans pour les autres régimes).

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

F) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes suite à un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime : sur la DMERCA des salariés participants touchés.

G) Autres éléments

PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

PLACEMENTS À LONG TERME

Le placement dans une société en commandite est comptabilisé au coût d'acquisition.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des revenus et des dépenses au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur.

3. Modification de méthodes comptables

FRAIS REPORTÉS LIÉS À LA DETTE LONG TERME

Les escomptes sur obligations sont amortis sur la durée du financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	11 037 545	10 444 336
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	13 286 231	12 146 823
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	61 337 581	42 313 767
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	5 300 309	2 701 895
Organismes municipaux	8	639 804	1 228 490
Autres			
- Ville de Trois-Rivières	9	9 192 432	10 456 559
- Organismes consolidés	10	4 925 056	3 742 496
	11	94 681 413	72 590 030
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	47 349 515	29 703 292
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	1 299 083	1 419 899
	15	48 648 598	31 123 191
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	3 867 381	2 820 247
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	531 738	531 738
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Organismes consolidés	19	1 000	1 000
-	20		
	21	532 738	532 738
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	1 648 585	1 509 081
Autres placements	23		
	24	1 648 585	1 509 081
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (1 734 000)	(2 188 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (9 070 000)	(8 676 000)
	27 <u>(10 804 000)</u>	<u>(10 864 000)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 7 679 000	6 563 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29 575 000	635 000
Régimes à cotisations déterminées	30 40 580	31 077
Autres régimes (REER et autres)	31 210 874	190 440
Régimes de retraite des élus municipaux	32 222 375	215 001
	33 <u>8 727 829</u>	<u>7 634 518</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34 138 685	138 685
Autres	35 866 926	1 283 276
	36 <u>1 005 611</u>	<u>1 283 276</u>
Note		
10. Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 22 170 264	19 951 776
Salaires et avantages sociaux	38 17 637 605	14 936 529
Dépôts et retenues de garantie	39 8 025 920	8 994 919
Provision pour contestations d'évaluation	40 150 000	150 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 1 244 920	932 892
Autres		
- Intérêts sur la dette I/t	42 3 371 705	3 129 583
- Ville de Trois-Rivières	43 765 866	917 158
- Organismes consolidés	44 1 645 287	1 741 242
-	45	
-	46	
	47 <u>55 011 567</u>	<u>50 754 099</u>
Note		
11. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48 343 459	322 576
Transferts	49 1 197 496	2 363 240
Autres		
- Ville de Trois-Rivières	50 815 120	737 551
- Organismes consolidés	51 2 082 154	1 377 312
	52 <u>4 438 229</u>	<u>4 800 679</u>
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

					2011	2010
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	5,90	2012	2031	53	365 469 466
Obligations et billets en monnaies étrangères					54	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2012		55	4 054 830
Organismes municipaux					56	
Obligations découlant de contrats de					57	73 054
location-acquisition			2012	2017	58	14 021 605
Autres	6,50				59	383 618 955
						358 262 249
Frais reportés liés à la dette à long terme					60(3 350 628) (
					61	380 268 327
						354 884 367

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2011	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres		
2012	62	70	33 598 668	78	2 071	87
2013	63	71	37 267 274	79	2 204	88
2014	64	72	33 479 709	80	2 346	89
2015	65	73	30 814 305	81	2 497	90
2016	66	74	30 191 494	82	2 658	91
2017 et +	67	75	200 118 016	83	61 278	92
	68	76	365 469 466	84	73 054	93
Intérêts et frais accessoires					18 076 435	101
			85()		383 618 955
	69	77	365 469 466	86	73 054	94
					18 076 435	103

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	143 041 461	132	36 641 389	159	40 206	186	179 642 644
Eaux usées	105	259 890 026	133	5 688 054	160	(1 871)	187	265 579 951
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	199 726 737	134	4 879 605	161		188	204 606 342
Autres	107	131 183 845	135	15 037 073	162	(199 953)	189	146 420 871
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	145 763 348	137	6 564 157	164	(615 726)	191	152 943 231
Améliorations locatives	110	1 253 615	138	10 495	165	1 205	192	1 262 905
Véhicules	111	42 372 997	139	1 400 982	166	1 699 108	193	42 074 871
Ameublement et équipement de bureau	112	17 148 150	140	1 647 206	167	121 856	194	18 673 500
Machinerie, outillage et équipement divers	113	30 151 149	141	576 261	168	7 585 682	195	23 141 728
Terrains	114	27 855 713	142	793 206	169	980 845	196	27 668 074
Autres	115	5 873 942	143		170		197	5 873 942
	116	1 004 260 983	144	73 238 428	171	9 611 352	198	1 067 888 059
Immobilisations en cours	117	147 784 630	145	(21 147 862)	172	591 308	199	126 045 460
	118	1 152 045 613	146	52 090 566	173	10 202 660	200	1 193 933 519
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	55 326 053	147	3 512 909	174		201	58 838 962
Eaux usées	120	110 063 913	148	6 485 656	175		202	116 549 569
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	97 597 638	149	6 047 628	176		203	103 645 266
Autres	122	51 986 915	150	4 437 000	177	31 452	204	56 392 463
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	52 136 258	152	3 693 483	179	50 128	206	55 779 613
Améliorations locatives	125	830 530	153	82 770	180	1 205	207	912 095
Véhicules	126	19 683 871	154	2 871 677	181	2 241 423	208	20 314 125
Ameublement et équipement de bureau	127	9 818 398	155	1 913 900	182	109 606	209	11 622 692
Machinerie, outillage et équipement divers	128	15 673 066	156	1 691 178	183	7 289 364	210	10 074 880
Autres	129	2 218 243	157	329 051	184		211	2 547 294
	130	415 334 885	158	31 065 252	185	9 723 178	212	436 676 959
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	736 710 728					213	757 256 560
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217	75 000	219		221	75 000
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(7 500)	220	(_____)	222	(7 500)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	67 500

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	2 860 981	2 763 660
Immeubles industriels municipaux	225	4 578 962	548 990
Autres	226	643 351	504 666
	227	8 083 294	3 817 316
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	138 685	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	7 944 609	3 817 316
Note			
15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	496 768	219 505
Frais reportés			
- Organismes consolidés	231	180 311	363 062
- Ville de Trois-Rivières	232	839 088	1 036 322
	233	1 516 167	1 618 889
Note			
16. Obligations contractuelles			
En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 128 353 157 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :			
		<u>Détail</u>	
2012 :	41 985 258 \$	Entretien des bâtisses	1 927 546 \$
2013 :	23 536 189 \$	Travaux publics	30 164 963 \$
2014 :	13 495 393 \$	Hygiène milieu	47 941 524 \$
2015 :	11 290 420 \$	Loisirs et Culture	40 760 446 \$
2016 :	10 037 394 \$	Économique	2 609 064 \$
suivantes :	<u>28 008 503 \$</u>	Autres	<u>4 949 614 \$</u>
	<u>128 353 157 \$</u>		<u>128 353 157 \$</u>

La Ville s'est également engagée envers l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné un emprunt de 219 790 \$ contracté par Centre Loisir Multi-Plus en 2009 pour une période de 20 ans. Afin de garantir les sommes que la Ville pourrait être tenue de payer en vertu de ce cautionnement, Centre Loisir Multi-Plus a hypothqué en faveur de la Ville un immeuble.

La Ville a cautionné en 2003 deux emprunts, l'un de 326 877 \$ et l'autre de 500 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

contractés par la Corporation de développement culturel de Trois-Rivières, solidairement avec ladite Corporation et ce, pendant 10 ans.

La Ville a cautionné en 2003, un emprunt maximal de 2 500 000 \$ et en 2004 un emprunt maximal de 2 250 000 \$ contractés par Innovation et développement économique Trois-Rivières, solidairement avec cet organisme et ce, pendant 20 ans.

La Ville a cautionné en 2006, deux emprunts de 260 000 \$ et 294 640 \$ contractés par Pavillon St-Arnaud inc., de façon indivisible et solidaire avec cet organisme, et ce, jusqu'en 2021.

La Ville a cautionné en 2009, un emprunt de 5 000 000 \$ contracté par Innovation et développement économique Trois-Rivières et ce, pour une période de 25 ans.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 95 000 \$ pour le « Festival international de danse encore ». La date de validité de ce cautionnement est fixé au 30 mai 2012.

La Ville a cautionné en 2012, un emprunt de 95 000 \$ pour les « Délices d'automne ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 décembre 2012.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 95 000 \$ pour le Complexe multi-disciplinaire Les Estacades. La date de validité de ce cautionnement est fixée au 21 mars 2016.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 17 000 \$ pour la « Classique internationale de canots de la Mauricie inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 août 2016.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 50 000 \$ pour « Trois-Rivières en blues inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 15 août 2012.

Il est impossible d'évaluer les déboursés nets que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de ces organismes. Tout paiement net (après réalisation des garanties) que la Ville devra alors effectuer sera passé en charge dans l'exercice alors en cours.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville.

En ce qui concerne la responsabilité civile, la Ville détient une assurance dont la franchise est de 1 000 000 \$ par événement. Pour les réclamations inférieures à cette franchise, la Ville assume elle-même les paiements à même une réserve financière constituée à cette fin. Les réclamations présentement en cours sont estimées à 566 000 \$. Il n'est pas possible présentement d'évaluer le dénouement de ces réclamations et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Ces sommes n'ont donc pas été comptabilisées.

c) Poursuites

La Ville fait face présentement à diverses poursuites. Les principales poursuites excédant 100 000 \$ sont les suivantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

- Action intentée suite à un incendie survenu en 2005 au montant de 282 877 \$;
- Action intentée suite à un incendie survenu en 2009 au montant de 785 000 \$;
- Action intentée suite à une opération policière survenue en 2008 au montant de 900 000 \$;
- Action en dommages et intérêts intentée en 2011 au montant de 800 000 \$;
- Action en dommages et intérêts intentée en mars 2012 :
 - solidairement contre la Ville de Trois-Rivières, sept élus municipaux,* la vérificatrice générale** de la Ville de Trois-Rivières et la Corporation de l'amphithéâtre de Trois-Rivières inc. au montant de 1 440 000 \$;
 - individuellement contre sept élus municipaux* au montant total de 210 000 \$;
 - contre la vérificatrice générale** de la Ville de Trois-Rivières au montant de 30 000 \$.

Il est présentement impossible d'évaluer précisément le dénouement de ces litiges et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Tout règlement au titre de ces poursuites sera passé en charge dans l'exercice alors en cours, ou à même la réserve financière d'autoassurance lorsqu'en matière de responsabilité civile.

* En vertu de l'article 604.10 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), « *Toute municipalité doit payer les dommages-intérêts dus à un tiers qui résultent de la faute d'un membre de son conseil dans l'exercice des fonctions de ce membre au sein de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci, sauf s'il s'agit d'une faute lourde, intentionnelle ou séparable de cet exercice ou si le membre, sans l'autorisation de la municipalité, admet sa faute ou assume sa défense ou sa représentation, lors de la procédure où sa faute est démontrée, lui-même ou par le procureur de son choix.* »

** Les deuxième et troisième alinéas de l'article 107.16 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) énoncent ce qui suit : « *Le vérificateur général et les employés qu'il dirige ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'une omission ou d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.* »

Aucune action civile ne peut être intentée en raison de la publication d'un rapport du vérificateur général établi en vertu de la présente loi ou de la publication, faite de bonne foi, d'un extrait ou d'un résumé d'un tel rapport. »

Quant à l'article 1463 du Code civil du Québec, il prévoit que « *Le commettant est tenu de réparer le préjudice causé par la faute de ses préposés dans l'exécution de leurs fonctions; il conserve, néanmoins, ses recours contre eux.* »

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

18. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Ville a ajusté la part subventionnée du règlement 2002 chapitre 37 pour un montant de 148 736 \$. En conséquence, le solde des subventions à recevoir et de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme ont été ajustés en conséquence.

De plus, un montant de 1 012 \$ inclus dans les immobilisations en cours au 31 décembre 2010 a été reclassé comme propriété destinée à la revente.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats de l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

20. Juste valeur des instruments financiers

S/O

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	21 444 389
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	15 060 449
Montant à pourvoir dans le futur	3 (7 571 111) (
Financement des investissements en cours	4	(18 073 680)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	432 531 462
	6	443 391 509
		400 669 291

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Ex-villes fusionnées	7	25 979	42 616
- Déficit de solvabilité	8	263 700	
- Élections	9	740 000	540 000
- Étangs aérés	10	244 541	603 920
- Subv contr. résidentiel	11	508 400	158 400
- Déneigement	12	700 000	200 000
- Organismes consolidés	13		307 773
-	14		
-	15		
	16	2 482 620	1 852 709

Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés

- S.T.T.R.	17	776 388	307 773
-	18		
-	19		
	20	776 388	307 773

Réserves financières

- Fonds autoassurance	21	1 154 523	1 062 334
- Réserve parc portuaire	22	2 083 198	2 083 374
- Réserve parc d'exposition	23	4 173 428	4 824 697
- Réserve T-R sur St-Laurent	24	1 259	55 617
- Fonds développement social	25	23 427	21 390
	26	7 435 835	8 047 412

Fonds réservés

Fonds de roulement	27	444 499	213 027
Fonds parcs et terrains de jeux	28	73 627	52 643
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	634 583	493 380
Société québécoise d'assainissement des eaux	30	63 953	62 788
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31	1 933 191	1 535 937
Fonds d'amortissement	32		
Financement des activités de fonctionnement	33	44 663	
Autres			
- Stationnement	34		249
- Dével logement social	35	265 155	262 001
- Dével économique	36	746 682	121 911
- RGMRM-frais d'émission	37	159 253	863 117
	38	4 365 606	3 605 053
	39	15 060 449	13 812 947

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (423 757) (520 452)	
Intérêts sur la dette à long terme	41 (231 207) (305 078)	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (6 834 000) (7 593 000)	
Régimes non capitalisés	43 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	
Autres	45 () ()	
Régimes non capitalisés	46 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	
Autres		
- STTR	48 (82 147) (92 414)	
-	49 () ()	
	50 (7 571 111) (8 510 944)	
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 16 094 324	19 135 648
Investissements à financer	52 (34 168 004) (52 960 779)	
	53 (18 073 680)	(33 825 131)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 757 256 560	736 710 728
Propriétés destinées à la revente	55 8 083 294	3 817 316
Prêts	56 532 738	532 738
Placements à titre d'investissement	57 1 648 585	1 509 081
Participations dans des entreprises municipales	58 47 450	67 918
	59 767 568 627	742 637 781
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 380 268 327	354 884 367
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 3 350 628	3 377 882
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (48 648 598) (31 123 191)	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () ()	
	64 334 970 357	327 139 058
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65 66 808	67 848
	66 335 037 165	327 206 906
	67 432 531 462	415 430 875

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Régimes de retraite
enregistrés

Régimes supplémentaires
de retraite

Régimes d'avantages
complémentaires de
retraite

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	3	2	_____	3	_____
--	---	---	---	-------	---	-------

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parvient deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières et le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières. De plus, la Société de transport de Trois-Rivières parvient un régime de retraite à prestations déterminées qui doit également être consolidé aux états financiers de la Ville de Trois-Rivières, soit le Régime de retraite de la Société de transport de Trois-Rivières. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite. De plus, une indexation automatique durant la retraite s'applique pour certaines rentes payables.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (2 188 000)	(3 323 000)
Charge de l'exercice	5 7 679 000)	(6 563 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 8 133 000	7 698 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 (1 734 000)	(2 188 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 215 762 000	205 534 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (242 420 000)	(229 745 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (26 658 000)	(24 211 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 26 249 000	23 651 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (409 000)	(560 000)
Provision pour moins-value	13 (1 325 000)	(1 628 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 (1 734 000)	(2 188 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 215 762 000	205 534 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (242 420 000)	(229 745 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (26 658 000)	(24 211 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 10 326 000	9 713 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 10 326 000	9 713 000
Cotisations salariales des employés	21 (5 465 000)	(5 119 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 4 861 000	4 594 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 1 742 000	1 213 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 (303 000)	(228 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26	
Variation de la provision pour moins-value	27	
Autres	28	
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 6 300 000	5 579 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 13 911 000	12 928 000
Rendement espéré des actifs	33 (12 532 000)	(11 944 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 1 379 000	984 000
Charge de l'exercice	35 7 679 000	6 563 000

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 8 192 000	7 342 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (12 532 000)	(11 944 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (4 340 000)	(4 602 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 4 059 000	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (11 562 000)	(10 194 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 214 186 000	204 660 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 4 526 000	5 134 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,07 %	6,07 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,07 %	6,07 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,10 %	3,19 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,48 %	2,48 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite des cadres. Ce régime a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres supérieurs de la Ville qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé.

La Ville de Trois-Rivières offre également à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie, de l'assurance soins de santé et, pour un groupe de retraités actuels seulement, de l'assurance soins dentaires.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (8 676 000)	(8 240 000)
Charge de l'exercice	58 (575 000)	(635 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 181 000	199 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>9 070 000</u>)	(<u>8 676 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (8 027 000)	(7 527 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (1 043 000)	(1 149 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>9 070 000</u>)	(<u>8 676 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 358 000	356 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 _____	21 000
	66 358 000	377 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68 358 000	377 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (106 000)	(75 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés)		
lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 252 000	302 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 323 000	333 000
Charge de l'exercice	77 575 000	635 000
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78	299 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,25 %	4,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 8,20 %	8,90 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,50 %	5,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2016	2016
Autres hypothèses économiques	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 40 580	31 077

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 6

Description des régimes et autres renseignements

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>210 874</u>	190 440

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)	92 <input checked="" type="checkbox"/>	Oui
	93 <input type="checkbox"/>	Non
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94 <u>16</u>	2010 <u>16</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ces derniers s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2011	2010
Cotisations des élus au RREM	95 <u>37 727</u>	37 460
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	96 <u>127 139</u>	122 296
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97 <u>95 236</u>	92 705
	98 <u>222 375</u>	215 001

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

Administration municipale

Dette à long terme	1	326 329 513
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	32 060 275
Activités de fonctionnement à financer	3	2 094 767
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	1 832 609
Débiteurs	8	41 024 662
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 358 718
Autres		
- à financer par des tiers	11	4 079 237
-	12	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	312 189 329
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	15	364 037 385
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	

Endettement total net à long terme	19	364 037 385
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	364 037 385
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	120 744 996	122 746 011	122 570 697
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	6 135 451	6 203 933	6 203 933
Activités de fonctionnement	6	7 478 515	7 888 116	7 876 209
Activités d'investissement	7			6 892 523
Autres	8			
	9	134 358 962	136 838 060	136 650 839
				129 301 686
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	9 720 390	9 908 138	9 908 138
Égout	11	7 301 428	7 507 793	7 507 793
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	363 180	390 543	390 543
Autres				
-	14	365 580	376 678	376 678
-	15			245 541
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	575 000	629 039	629 039
Service de la dette	18	6 169 838	6 409 218	6 409 218
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		681 432	681 432
	21	24 495 416	25 902 841	25 902 841
				25 099 538
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23	280 000	268 401	268 401
	24	280 000	268 401	268 401
	25	24 775 416	26 171 242	26 171 242
	26	159 134 378	163 009 302	162 822 081
				154 662 140

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière 27	1 393 944	1 414 961	1 414 961	1 356 288
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 28				
Taxes d'affaires 29				
Compensations pour les terres publiques 30				
	31	1 393 944	1 414 961	1 356 288
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux 32	3 530 116	3 965 264	3 965 264	3 880 834
Cégeps et universités 33	3 893 382	3 864 817	3 864 817	3 873 857
Écoles primaires et secondaires 34	4 158 082	4 099 841	4 099 841	4 197 892
	35	11 581 580	11 929 922	11 952 583
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière 36				
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 37				
Taxes d'affaires 38				
Biens culturels classés				
39	1 300	1 540	1 540	1 168
	40	1 300	1 540	1 168
	41	12 976 824	13 346 423	13 346 423
				13 310 039
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière 42	665 761	671 811	671 811	582 595
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 43				
Taxes d'affaires 44				
	45	665 761	671 811	671 811
				582 595
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière 46	167 252	172 665		1 370
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 47				
	48	167 252	172 665	1 370
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 49				
Autres 50	318 439	324 915	324 915	327 180
	51	318 439	324 915	327 180
	52	14 128 276	14 515 814	14 343 149
				14 221 184

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	89 614	114 850	115 807
Sécurité publique				
Police	54	50 082	74 964	93 936
Sécurité incendie	55	9 256	3 677	10 933
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	90 169	123 310	155 149
Enlèvement de la neige	59	1 459	1 459	1 767
Autres	60	17 011	17 322	18 757
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		768 057	736 008
Transport adapté	62		851 583	910 291
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67	9 557	16 038	50 593
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	26 956	271 603	74 174
Réseau de distribution de l'eau potable	69	92 096	103 282	110 592
Traitement des eaux usées	70	488	1 100	591
Réseaux d'égout	71	43 341	47 200	52 132
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	1 309 226	1 131 098	1 891 036
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		55 297	55 297
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	474 943	754 409	575 178
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	6 150	6 150	7 448
Rénovation urbaine	84	106 539	1 357 809	1 891 621
Promotion et développement économique	85	1 337 743	1 336 221	1 755 824
Autres	86	197 408	202 169	206 312
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	115 744	183 896	217 532
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	134 023	589 423	602 231
Autres	89	430 325	467 199	573 809
Réseau d'électricité	90			
	91	4 542 130	6 858 476	9 691 144
				9 650 711

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	20 000		
Sécurité publique				
Police	93	7 304		
Sécurité incendie	94		57 161	57 161
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 454 145	1 575 007	1 575 007
Enlèvement de la neige	98			94 787
Autres	99	80 000	57 996	57 996
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		4 318 335	1 253 460
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104		250 000	250 000
Transport par eau	105			144 268
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	13 906 500	13 284 091	13 284 091
Réseau de distribution de l'eau potable	108	3 655 688	794 310	794 310
Traitement des eaux usées	109	37 500	5 748	5 748
Réseaux d'égout	110	1 478 185	470 958	470 958
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	120 000		
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125	240 000	507 611	507 611
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	3 826 945	4 325 268	4 325 268
Activités culturelles				3 003 900
Bibliothèques	127			
Autres	128	3 884 733	1 151 685	1 151 685
Réseau d'électricité	129			718 419
	130	30 711 000	22 479 835	26 798 170
				6 695 202

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132	1 489 100	1 489 173	1 489 173
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	7 711 341	7 705 050	7 705 050
Programme d'aide financière aux MRC	137	25 190		6 481 165
Autres	138	112 361	113 191	112 821
	139	9 337 992	9 307 414	8 313 071
TOTAL DES TRANSFERTS	140	44 591 122	38 645 725	45 796 728
				24 658 984

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141	90 000	51 711	51 120
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	90 000	51 711	51 120
Sécurité publique				
Police	145	10 000	18 213	18 407
Sécurité incendie	146			2 690
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	10 000	18 213	18 213
				21 097
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			1 764
Autres	154			
	155			1 764
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157	63 500	82 281	83 784
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			3 092 788
Matières recyclables				3 368 871
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			4 676
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			1 037
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	63 500	82 281	3 180 782
				3 482 296
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	8 000	17 384	13 356
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			76 363
	180	8 000	17 384	1 575 102
Réseau d'électricité	181			93 747
	182	171 500	169 589	1 588 458
				5 144 735

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	693 700	722 639	590 797
Sécurité publique	184	1 242 400	1 092 909	1 311 164
Transport				
Réseau routier	185	2 207 200	2 124 116	2 103 956
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		3 306 156	3 080 798
Transport adapté	187		192 831	189 249
Transport scolaire	188		496 125	526 513
Autres	189	1 682 300	1 572 887	1 340 584
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	622 000	834 971	6 047 207
Santé et bien-être	192	3 500	1 685	1 685
Aménagement, urbanisme et développement	193	184 800	203 615	1 275 892
Loisirs et culture	194	5 356 550	5 365 964	5 728 002
Réseau d'électricité	195			5 525 771
	196	11 992 450	11 918 786	22 408 447
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	12 163 950	12 088 375	26 324 147
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	1 148 300	1 241 475	1 241 475
Droits de mutation immobilière	199	3 100 000	5 002 255	5 002 255
Droits sur les carrières et sablières	200	400 000	479 278	479 278
Autres	201			456 950
	202	4 648 300	6 723 008	6 723 008
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	5 701 000	6 161 769	6 048 977
INTÉRÊTS	204	1 656 400	2 744 140	2 789 933
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	490 000	272 328	328 359
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			1 310 162
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	5 400 000	2 704 393	2 704 393
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209		2 370 400	2 602 002
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	2 060 074	874 553	1 421 826
	212	7 950 074	3 851 274	13 935 213

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2011		Réalisations 2011		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2011	2010
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	2 177 361	2 268 318	51 358	2 319 676	2 128 736
Application de la loi	2	1 506 393	1 326 639	11 978	1 338 617	1 262 485
Gestion financière et administrative	3	9 756 233	9 425 425	794 898	10 220 323	9 677 776
Greffé	4	2 377 013	2 313 116	57 769	2 370 885	2 758 403
Évaluation	5	2 732 681	2 484 118	214 212	2 698 330	2 902 860
Gestion du personnel	6	2 656 526	2 710 454	32 520	2 742 974	2 658 149
Autres	7	1 451 953	2 243 807	21 351	2 265 158	1 140 701
	8	22 658 160	22 771 877	1 184 086	23 955 963	22 529 110
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	25 519 527	24 816 912	576 211	25 393 123	25 494 532
Sécurité incendie	10	7 807 909	6 301 200	747 228	7 048 428	6 530 130
Sécurité civile	11	37 900	36 456	12 604	49 060	51 317
Autres	12	1 741 154	1 672 095	30 339	1 702 434	1 477 411
	13	35 106 490	32 826 663	1 366 382	34 193 045	33 553 390
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	7 789 035	7 677 725	6 825 086	14 502 811	13 341 995
Enlèvement de la neige	15	14 590 888	13 832 097	600 132	14 432 229	13 745 508
Éclairage des rues	16	2 060 730	1 977 899	1 023 218	3 001 117	3 175 815
Circulation et stationnement	17	2 243 989	2 180 874	551 157	2 732 031	2 596 768
Transport collectif						
Transport en commun	18	4 445 144	4 445 144	5 073	4 450 217	13 519 676
Transport aérien	19	2 029 846	1 683 181	192 693	1 875 874	1 632 130
Transport par eau	20					
Autres	21	2 583 255	2 510 603	204 999	2 715 602	2 542 592
	22	35 742 887	34 307 523	9 402 358	43 709 881	52 778 620

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2011		Réalisations 2011		Réalisations 2011	Réalisations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 072 968	5 041 496	1 121 677	6 163 173	5 894 348
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 790 630	5 674 619	2 714 096	8 388 715	8 197 458
Traitement des eaux usées	25	1 360 747	1 825 916	3 157 604	4 983 520	4 993 693
Réseaux d'égout	26	6 530 796	6 908 841	4 051 683	10 960 524	10 950 351
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	2 403 105	2 556 507	21 442	2 577 949	3 913 459
Élimination	28	3 117 697	3 174 741		3 174 741	5 515 527
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 998 360	1 538 852	16 076	1 554 928	3 003 754
Tri et conditionnement	30	1 555 900	1 176 048		1 176 048	2 580 516
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	199 780	151 863		151 863	198 403
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37			3 768	3 768	3 768
Protection de l'environnement	38	717 000	725 171	35 914	761 085	761 085
Autres	39	345 000	371 480	5 310	376 790	411 684
	40	29 091 983	29 145 534	11 127 570	40 273 104	46 837 588
						44 386 082
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 204 151	1 138 886		1 138 886	1 035 658
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	432 107	884 609		884 609	635 149
	44	1 636 258	2 023 495		2 023 495	1 670 807
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 849 992	3 741 554	112 285	3 853 839	3 739 788
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	645 042	663 861	272 504	936 365	936 365
Autres biens	47	2 405 000	2 634 801		2 634 801	2 726 023
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	3 686 708	3 775 625	150 675	3 926 300	4 962 813
Tourisme	49	1 252 000	1 451 961		1 451 961	1 469 960
Autres	50					
Autres	51		4 364	97 684	102 048	105 826
	52	11 838 742	12 272 166	633 148	12 905 314	13 945 605
						14 553 691

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées			
	Budget 2011		Réalisations 2011		Réalisations 2011	Réalisations 2010		
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total				
LOISIRS ET CULTURE								
Activités récréatives								
Centres communautaires	53	2 790 403	2 629 863	340 447	2 970 310	2 839 181		
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 337 017	4 261 073	256 932	4 518 005	4 208 687		
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 203 019	1 103 325	191 747	1 295 072	1 211 759		
Parcs et terrains de jeux	56	7 293 323	6 682 299	1 252 635	7 934 934	8 173 314		
Parcs régionaux	57							
Expositions et foires	58	3 256 549	3 224 659	75 954	3 300 613	2 864 186		
Autres	59	256 290	238 778	86 152	324 930	409 423		
	60	19 136 601	18 139 997	2 203 867	20 343 864	20 449 280		
						19 706 550		
Activités culturelles								
Centres communautaires	61	3 921 959	4 113 219	169 695	4 282 914	1 884 543		
Bibliothèques	62	5 144 538	4 840 743	417 809	5 258 552	5 143 361		
Patrimoine								
Musées et centres d'exposition	63	1 020 500	1 020 500	81 735	1 102 235	694 264		
Autres ressources du patrimoine	64							
Autres	65	5 939 340	5 799 797	261 163	6 060 960	9 280 425		
	66	16 026 337	15 774 259	930 402	16 704 661	17 525 755		
	67	35 162 938	33 914 256	3 134 269	37 048 525	37 975 035		
						37 383 924		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ								
	68							
FRAIS DE FINANCEMENT								
Dette à long terme								
Intérêts	69	12 882 983	12 574 859		12 574 859	14 487 340		
Autres frais	70	786 054	757 514		757 514	911 104		
Autres frais de financement								
Avantages sociaux futurs	71	1 704 000	1 663 000		1 663 000	1 309 215		
Autres	72	180 000	104 406		104 406	117 732		
	73	15 553 037	15 099 779		15 099 779	17 179 176		
						15 718 087		
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS								
	74	25 442 204	26 847 813	(26 847 813)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013	50
Transmission électronique du rapport financier consolidé	51

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le **31 décembre 2011** de la **Ville de Trois-Rivières**, ci-après « la Ville ». Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), ci-après « les exigences légales ».

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment, de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le **31 décembre 2011** de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

SIGNATURE DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE :

NOM DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE : Andrée Cossette, CA Auditeure

TROIS-RIVIÈRES (QUÉBEC)

DATE 2012-05-02

Dernière modification : 2012-05-07 09:37:45

Réserve au ministère

443 391 509	42 573 482	143 440 088	1,7931
-------------	------------	-------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>165 012 077</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	2 002 775
Degrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	<u> </u>
Degrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	<u> </u>
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	<u> </u>
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	<u> </u>
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative	8	<u> </u>
Montant relatif aux taxes foncières	9	<u> </u>
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	10	<u>2 002 775</u>
Revenus de taxes	11	<u>163 009 302</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	163 009 302
------------------	---	-------------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u>341 343</u>
--	---	----------------

Total partiel	4	<u>163 350 645</u>
----------------------	---	--------------------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
--	--	--

Taxes d'affaires	5	268 401
------------------	---	---------

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	786 442
--	---	---------

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	18 226 675
--	---	------------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	629 039
---	---	---------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10	<u>19 910 557</u>
--	---	----	-------------------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel

	11	<u>143 440 088</u>
--	----	--------------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2011 ²	1 <u> 7 968 998 083</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2011 ²	2 <u> 8 030 492 383</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u> 7 999 745 233</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u> 143 440 088</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u> 7 999 745 233</u>
Taux global de taxation réel de 2011	6 <u> 1 , 7 9 3 1 / 100 \$</u>

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2011 ²	7 <u> </u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 ²	8 <u> </u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u> </u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	9 831 242	1 784 379	1 784 379
Usines de traitement de l'eau potable	2	17 341 564	8 013 517	8 013 517
Usines et bassins d'épuration	3	1 597 535	573 786	1 112 590
Conduites d'égout	4	13 420 130	2 640 433	2 640 433
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		343 104	1 312 989
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	23 535 929	6 676 150	6 676 150
Ponts, tunnels et viaducs	7		37 298	37 298
Système d'éclairage des rues	8	2 594 866	973 169	973 169
Aires de stationnement	9	540 000	196 515	196 515
Parcs et terrains de jeux	10	20 142 584	5 175 483	5 175 483
Autres infrastructures	11	21 981 650	6 102 272	6 908 403
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 782 080	1 928 527	5 577 329
Édifices communautaires et récréatifs	14	15 265 920	4 609 835	4 609 835
Améliorations locatives	15		10 495	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		1 857 166	1 420 895
Autres	17	907 000	1 655 181	1 656 431
Ameublement et équipement de bureau	18	2 145 000	1 220 295	1 386 516
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 382 500	715 696	1 122 982
Terrains	20	3 888 000	586 740	1 135 031
Autres	21	3 260 000	873 740	873 740
	22	144 616 000	43 763 016	52 090 566
				96 709 936

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23	593 314	593 314	3 452 200
Usines de traitement de l'eau potable	24	8 013 517	8 013 517	22 945 113
Usines et bassins d'épuration	25	573 786	1 112 590	706 993
Conduites d'égout	26	848 446	848 446	3 255 024
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27	1 191 065	1 191 065	3 718 462
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30	1 791 987	1 791 987	6 203 528
	31	13 012 115	13 550 919	40 281 320

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	337 546 223	59 440 988	31 517 745	365 469 466
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3	4 110 696	310 525	366 391	4 054 830
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5		75 000	1 946	73 054
Autres	6	16 605 330	124 074	2 707 799	14 021 605
	7	358 262 249	59 950 587	34 593 881	383 618 955
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	1 598 724	337 760	103 875	1 832 609
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	68 023 285	2 776 929	9 635 876	61 164 338
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	257 517 049	36 127 456	21 671 095	271 973 410
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	327 139 058	39 242 145	31 410 846	334 970 357
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	14	29 703 292	21 200 029	3 553 806	47 349 515
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16	1 419 899		120 816	1 299 083
Autres	17				
	18	31 123 191	21 200 029	3 674 622	48 648 598
Prêts	19				
	20	31 123 191	21 200 029	3 674 622	48 648 598
	21	358 262 249	60 442 174	35 085 468	383 618 955
Dette en cours de refinancement	22	()		()	
	23	358 262 249	60 442 174	35 085 468	383 618 955

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 445 144	4 445 144	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	3 093 800	2 335 513	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	7 538 944	6 780 657	

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	150,00	35,00	13 287 949	3 534 429
Professionnels	2	14,00	33,75	675 324	152 261
Cols blancs	3	331,00	33,75	15 120 261	3 329 119
Cols bleus	4	263,00	40,00	13 983 002	3 150 415
Policiers	5	177,00	37,80	15 370 733	3 724 127
Pompiers	6	52,00	40,00	3 036 938	569 089
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
	8	987,00		61 474 207	14 459 440
Élus	9	17,00		1 110 114	289 334
	10	1 004,00		62 584 321	14 748 774
					77 333 095

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11	13 555 694	13 555 694
Réseau de distribution de l'eau potable	12	500 436	397 156
Traitement des eaux usées	13	6 848	6 848
Réseaux d'égout	14	282 679	235 479
			518 158

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement
		+		=		-		=		
Administration générale										
Application de la loi	1	1 326 639	27	11 978	53	1 338 617	79	51 711	105	1 286 906
Évaluation	2	2 484 118	28	214 212	54	2 698 330	80	4 777	106	2 693 553
Autres	3	18 961 120	29	957 896	55	19 919 016	81	717 861	107	19 201 155
	4	22 771 877	30	1 184 086	56	23 955 963	82	774 349	108	23 181 614
Sécurité publique										
Police	5	24 816 912	31	576 211	57	25 393 123	83	724 586	109	24 668 537
Sécurité incendie	6	6 301 200	32	747 228	58	7 048 428	84	8 642	110	7 039 786
Sécurité civile	7	36 456	33	12 604	59	49 060	85		111	49 060
Autres	8	1 672 095	34	30 339	60	1 702 434	86	377 894	112	1 324 540
	9	32 826 663	35	1 366 382	61	34 193 045	87	1 111 122	113	33 081 923
Transport										
Réseau routier										
Voirie municipale	10	7 677 725	36	6 825 086	62	14 502 811	88	141 905	114	14 360 906
Enlèvement de la neige	11	13 832 097	37	600 132	63	14 432 229	89	370 593	115	14 061 636
Autres	12	4 158 773	38	1 574 375	64	5 733 148	90	1 611 619	116	4 121 529
Transport collectif	13	6 128 325	39	197 766	65	6 326 091	91	1 572 887	117	4 753 204
Autres	14	2 510 603	40	204 999	66	2 715 602	92		118	2 715 602
	15	34 307 523	41	9 402 358	67	43 709 881	93	3 697 004	119	40 012 877
Hygiène du milieu										
Eau et égout										
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	5 041 496	42	1 121 677	68	6 163 173	94		120	6 163 173
Réseau de distribution de l'eau potable	17	5 674 619	43	2 714 096	69	8 388 715	95	410 715	121	7 978 000
Traitement des eaux usées	18	1 825 916	44	3 157 604	70	4 983 520	96	262 762	122	4 720 758
Réseaux d'égout	19	6 908 841	45	4 051 683	71	10 960 524	97	242 751	123	10 717 773
Matières résiduelles										
Déchets domestiques et assimilés	20	5 731 248	46	21 442	72	5 752 690	98	1 024	124	5 751 666
Matières recyclables	21	2 866 763	47	16 076	73	2 882 839	99		125	2 882 839
Autres	22		48		74		100		126	
Cours d'eau	23		49	3 768	75	3 768	101		127	3 768
Protection de l'environnement	24	725 171	50	35 914	76	761 085	102		128	761 085
Autres	25	371 480	51	5 310	77	376 790	103		129	376 790
	26	29 145 534	52	11 127 570	78	40 273 104	104	917 252	130	39 355 852
										156 4 449 815

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+		=		-		=			
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 138 886	172		187	1 138 886	202	1 685	217	1 137 201	232	60 394
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	884 609	174		189	884 609	204		219	884 609	234	
	160	2 023 495	175		190	2 023 495	205	1 685	220	2 021 810	235	60 394
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	3 741 554	176	112 285	191	3 853 839	206	118 075	221	3 735 764	236	79 585
Rénovation urbaine	162	3 298 662	177	272 504	192	3 571 166	207	85 540	222	3 485 626	237	634 220
Promotion et développement économique	163	5 227 586	178	150 675	193	5 378 261	208		223	5 378 261	238	217 723
Autres	164	4 364	179	97 684	194	102 048	209		224	102 048	239	209 259
	165	12 272 166	180	633 148	195	12 905 314	210	203 615	225	12 701 699	240	1 140 787
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	18 139 997	181	2 203 867	196	20 343 864	211	1 346 928	226	18 996 936	241	1 222 408
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	4 840 743	182	417 809	197	5 258 552	212	212 615	227	5 045 937	242	222 916
Autres	168	10 933 516	183	512 593	198	11 446 109	213	3 823 805	228	7 622 304	243	387 987
	169	33 914 256	184	3 134 269	199	37 048 525	214	5 383 348	229	31 665 177	244	1 833 311
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	167 261 514	186	26 847 813	201	194 109 327	216	12 088 375	231	182 020 952	246	15 099 779

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
Rémunération	1	1 141 165	1 279 670
Charges sociales	2	263 689	284 373
Biens et services	3	42 087 482	84 191 296
Frais de financement	4	270 680	207 416
Autres	5		
	6	43 763 016	85 962 755

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	11 983 921	12 393 307
Redressement aux exercices antérieurs	2	2	
Solde redressé au début de l'exercice	3	11 983 923	12 393 307
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	13 493 177	11 267 799
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(378 461)	(78 185)
Activités d'investissement	6	(660 000)	(12 320 713)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(2 013 700)	700 000
Réserves financières et fonds réservés	8	(2 702 000)	
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10	42 985	21 713
	11	7 782 001	(409 386)
Solde à la fin de l'exercice	12	19 765 924	11 983 921
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 544 936	2 410 956
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 544 936	2 410 956
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(576 017)	(166 020)
Activités d'investissement	17	(500 000)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	2 013 700	(700 000)
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	937 683	(866 020)
Solde à la fin de l'exercice	22	2 482 619	1 544 936
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	10 789 348	16 694 693
Redressement aux exercices antérieurs	24	2	(136 798)
Solde redressé au début de l'exercice	25	10 789 350	16 557 895
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	285 167	592 136
Activités d'investissement	27	(2 795 959)	(6 797 405)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	2 702 000	
Financement des investissements en cours	29	203 657	436 722
	30	394 865	(5 768 547)
Solde à la fin de l'exercice	31	11 184 215	10 789 348

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
Montant à pourvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	32	(8 418 530)	(9 387 322)
Redressement aux exercices antérieurs	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(8 418 530)	(9 387 322)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	39	()	()
Autres	40	()	()
	41	()	()
Diminution de l'exercice	42	929 566	968 792
	43	929 566	968 792
Solde à la fin de l'exercice	44	(7 488 964)	(8 418 530)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	45	(31 051 924)	(30 753 346)
Redressement aux exercices antérieurs	46	(3)	
Solde redressé au début de l'exercice	47	(31 051 927)	(30 753 346)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à			
des fins fiscales	48	15 332 618	163 046
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	49		(3 189)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	50	(42 985)	(21 713)
Excédent de fonctionnement affecté	51		
Réserves financières et fonds réservés	52	(203 657)	(436 722)
	53	15 085 976	(298 578)
Solde à la fin de l'exercice	54	(15 965 951)	(31 051 924)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	55	396 635 898	361 366 188
Redressement aux exercices antérieurs	56		1 413 536
Solde redressé au début de l'exercice	57	396 635 898	362 779 724
Variation de l'exercice	58	13 548 945	33 856 174
Solde à la fin de l'exercice	59	410 184 843	396 635 898

FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	<u>5 000 000</u>
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre				
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement							
Montant non réservé	1	1 535 937	2	3	4	68 436	5	84 493	6	7	1 519 880
Montant réservé pour le service de la dette	8		9	10	11	12	13			14	
	15	1 535 937	16	17	18	68 436	19	84 493	20	21	1 519 880

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010	
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Taxes sur la valeur foncière**Taxes générales**

	Du 100 \$ d'évaluation
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (Montant fixe)		Par unité de logement
Eau		1 1 7 7 , 0 0 \$
Égout		2 1 3 6 , 0 0 \$
Eau et égout		3 , \$
Traitement des eaux usées		4 , \$
Matières résiduelles		5 , \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative		6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
TR-taxe foncière résiduelle	1,3715	1	
TR-taxe foncière 6 log. et plus	1,5014	1	
TR-taxe foncière TVD	2,7430	1	
TR-taxe foncière INR	2,5301	1	
TR-taxe foncière industrielle	3,0361	1	
TR-taxe foncière agricole	1,3715	1	
CAP-taxe foncière résiduelle	1,3530	1	
CAP-taxe foncière 6 log. et plus	1,4812	1	
CAP-taxe foncière TVD	2,7060	1	
CAP-taxe foncière INR	2,4960	1	
CAP-taxe foncière industrielle	2,9951	1	
CAP-taxe foncière agricole	1,3530	1	
TRO-taxe foncière résiduelle	1,3082	1	
TRO-taxe foncière 6 log. et plus	1,4321	1	
TRO-taxe foncière TVD	2,6165	1	
TRO-taxe foncière INR	2,4134	1	
TRO-taxe foncière industrielle	2,8960	1	
TRO-taxe foncière agricole	1,3082	1	
SLF-taxe foncière résiduelle	1,3148	1	
SLF-taxe foncière 6 log. et plus	1,4394	1	
SLF-taxe foncière TVD	2,6996	1	
SLF-taxe foncière INR	2,4255	1	
SLF-taxe foncière industrielle	2,9106	1	
SLF-taxe foncière agricole	1,3148	1	
PDL-taxe foncière résiduelle	1,3561	1	
PDL-taxe foncière 6 log. et plus	1,4846	1	
PDL-taxe foncière TVD	2,7123	1	
PDL-taxe foncière INR	2,5017	1	
PDL-taxe foncière industrielle	3,0021	1	
PDL-taxe foncière agricole	1,3561	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SMC-taxe foncière résiduelle	1,3699	1	
SMC-taxe foncière 6 log. et plus	1,4997	1	
SMC-taxe foncière TVD	2,7398	1	
SMC-taxe foncière INR	2,5271	1	
SMC-taxe foncière industrielle	3,0325	1	
SMC-taxe foncière agricole	1,3699	1	
Taxe d'eau	,1221	1	Minimum 177 \$/unité
Taxe d'égout	,0938	1	Minimum 136 \$/unité
Taxe de fosse septique	,0517	1	Minimum 75 \$/unité
Taxe d'eau saisonnier	88,5000	4	Par unité
Taxe d'égout saisonnier	68,0000	4	Par unité
Taxe de fosse saisonnier	37,5000	4	Par unité
Taxe de fosse-20000 gallons et plus	1 000,0000	4	
Insectes piqueurs	20,0000	4	Par unité
Taxe conteneurs à déchets	30,0000	4	Par unité
Améliorations locales		7	Divers taux
Taxe de compteur d'eau	,5700	7	Par mètre cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7	1 661 432 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8	\$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	341 343 \$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	225 679 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	20 <input type="checkbox"/>	

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse	1325, Place de l'Hôtel-de-ville, C.P. 36	
	(no) (rue)	
	Trois-Rivières	G9A 5H3
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone	(819) 374-2002	
	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(819) 372-4630	
	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel		

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom	Madame France Cinq-Mars	
Téléphone	(819) 374-2002	
	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(819) 372-4630	
	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	fcinq-marsv3r.net	

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom	Dessureault, Leblanc, Lefebvre, CA SENCRL	
Titre	Comptables agréés	
Adresse	25 rue des Forges, bureau 200, C.P. 1356	
	(no) (rue)	
	Trois-Rivières	G9A 5L2
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone	(819) 379-0133	
	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(819) 379-4207	
	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	info@dllca.com	
Responsable du dossier	Monsieur Claude Lacombe, CA auditeur	

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom	Madame Andrée Cossette, CA, Auditeure	
Titre	Vérificatrice générale	
Adresse	1350, rue Royale, bureau 1103	
	(no) (rue)	
	Trois-Rivières	G9A 4J4
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone	(819) 372-4641	
	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(819) 374-6892	
	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	acossette@v3r.net	

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2013

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2011

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2013 sont exacts.

_____ (Signature)

_____ (Date)

Dernière modification avant dépôt : 2012-05-07 09:37:45

Dernière modification : 2012-05-07 09:37:45

Réservé au ministère

443 391 509	42 573 482	143 440 088	1,7931
-------------	------------	-------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
(Nom)
de Trois-Rivières _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, déposé lors
(Nom de l'organisme)
de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
(Date) ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 42 573 482 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
à la page S34 ligne 4 est de 143 440 088 \$

Signature _____

Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2012-05-07 09:37:45

Dernière modification : 2012-05-07 09:37:45

Réservé au ministère

443 391 509

42 573 482

143 440 088

1,7931

RAPPORT FINANCIER 2011 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier consolidé »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus et leurs sociétés de transport en commun)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier consolidé (page S57).
- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 1,4444

- A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)
- B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)
- C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)
- D) Taux global de taxation réel de 2011 (page S34 ligne 6)

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2011

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Trois-Rivières

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*



**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalisations 2010		Budget 2011	Réalisations 2011	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus					
Fonctionnement	1 211 116 912	212 610 000	221 619 636	43 136 672	240 776 440
Investissement	2 15 488 337	37 363 500	26 119 771	4 565 798	30 685 569
	3 226 605 249	249 973 500	247 739 407	47 702 470	271 462 009
Charges	4 199 259 612	212 232 699	209 209 106	43 659 289	228 888 527
Excédent (déficit) de l'exercice	5 27 345 637	37 740 801	38 530 301	4 043 181	42 573 482
Moins : revenus d'investissement	6 (15 488 337) (37 363 500) (26 119 771) (4 565 798) (30 685 569)				
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7 11 857 300	377 301	12 410 530	(522 617)	11 887 913
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations	8 26 119 142	25 442 204	26 847 813	4 217 439	31 065 252
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9 572 032	2 638 000	1 277 456	21 932	1 299 388
Remboursement de la dette à long terme	10 (25 467 456) (26 123 589) (26 421 780) (3 498 063) (29 919 843)				
Affectations					
Activités d'investissement	11 (3 190 992) (1 080 000) (605 427) (981 702) (1 587 129)				
Excédent (déficit) accumulé	12 (1 313 534) (1 253 916) (260 255) (277 958) (17 703)				
Autres éléments de conciliation	13 2 691 307	244 840	708 308	953 148	
	14 (589 501) (377 301) (1 082 647) (745 872) (1 828 519)				
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15 11 267 799		13 493 177	223 255	13 716 432

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

	2010	Administration municipale	2011	Total consolidé	2010
					Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	61 459 267	81 199 995	94 681 413	72 590 030
Autres	2	28 837 135	37 631 778	44 186 812	33 835 072
	3	90 296 402	118 831 773	138 868 225	106 425 102
Passifs					
Dette à long terme	4	300 118 222	323 337 688	380 268 327	354 884 367
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	10 864 000	10 804 000	10 804 000	10 864 000
Autres	6	76 075 034	63 554 039	74 729 398	85 687 278
	7	387 057 256	397 695 727	465 801 725	451 435 645
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(296 760 854)	(278 863 954)	(326 933 500)	(345 010 543)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	670 185 568	686 846 822	757 256 560	736 710 728
Autres	10	8 058 935	12 179 818	13 068 449	8 969 106
	11	678 244 503	699 026 640	770 325 009	745 679 834
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	11 983 921	19 765 924	21 444 389	13 761 544
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	12 334 284	13 666 834	15 060 449	13 812 947
Montant à pourvoir dans le futur	14 (8 418 530) (7 488 964) (7 571 111) (8 510 944)
Financement des investissements en cours	15	(31 051 924)	(15 965 951)	(18 073 680)	(33 825 131)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	396 635 898	410 184 843	432 531 462	415 430 875
	17	381 483 649	420 162 686	443 391 509	400 669 291

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Ex-villes fusionnées	18	25 979	42 616
- Déficit de solvabilité	19	263 700	
- Élections	20	740 000	540 000
- Étangs aérés	21	244 541	603 920
- Subv contr. résidentiel	22	508 400	158 400
- Déneigement	23	700 000	200 000
- Organismes consolidés	24		307 773
-	25		
-	26		
	27	2 482 620	1 852 709
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	28	776 388	307 773
	29	3 259 008	2 160 482
Réserves financières	30	7 435 835	8 047 412
Fonds réservés	31	4 365 606	3 605 053
	32	15 060 449	13 812 947

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalisations 2010	Budget 2011	Réalisations 2011	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement				
Taxes	1 153 683 960	159 134 378	162 327 870	162 140 649
Paiements tenant lieu de taxes	2 14 383 916	14 128 276	14 515 814	14 343 149
Quotes-parts	3			
Transferts	4 15 019 983	13 880 122	16 165 890	18 998 558
Services rendus	5 11 934 566	12 163 950	12 088 375	25 752 900
Autres	6 16 094 487	13 303 274	16 521 687	19 541 184
	7 211 116 912	212 610 000	221 619 636	240 776 440
Investissement				
Taxes	8 1 156 477		681 432	681 432
Quotes-parts	9			
Transferts	10 5 423 323	30 711 000	22 479 835	26 798 170
Autres	11 8 908 537	6 652 500	2 958 504	3 205 967
	12 15 488 337	37 363 500	26 119 771	30 685 569
	13 226 605 249	249 973 500	247 739 407	271 462 009

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2011		Réalisations 2011		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2011	2010
Administration générale						
Évaluation	1	2 732 681	2 484 118	214 212	2 698 330	2 698 330
Autres	2	19 925 479	20 287 759	969 874	21 257 633	21 257 633
Sécurité publique						
Police	3	25 519 527	24 816 912	576 211	25 393 123	25 393 123
Sécurité incendie	4	7 807 909	6 301 200	747 228	7 048 428	6 530 130
Autres	5	1 779 054	1 708 551	42 943	1 751 494	1 528 728
Transport						
Réseau routier	6	26 684 642	25 668 595	8 999 593	34 668 188	32 860 086
Transport collectif	7	6 474 990	6 128 325	197 766	6 326 091	15 394 830
Autres	8	2 583 255	2 510 603	204 999	2 715 602	2 542 592
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	18 755 141	19 450 872	11 045 060	30 495 932	30 495 932
Matières résiduelles	10	9 274 842	8 598 011	37 518	8 635 529	15 165 119
Autres	11	1 062 000	1 096 651	44 992	1 141 643	1 176 537
Santé et bien-être	12	1 636 258	2 023 495		2 023 495	2 023 495
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	3 849 992	3 741 554	112 285	3 853 839	3 853 839
Promotion et développement économique	14	4 938 708	5 227 586	150 675	5 378 261	6 414 774
Autres	15	3 050 042	3 303 026	370 188	3 673 214	3 676 992
Loisirs et culture	16	35 162 938	33 914 256	3 134 269	37 048 525	37 975 035
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	15 553 037	15 099 779	(26 847 813)	15 099 779	17 179 176
Amortissement des immobilisations	19	25 442 204	26 847 813	(26 847 813)		
	20	212 232 699	209 209 106		209 209 106	228 888 527
						219 335 345

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3